



PrairieSky Royalty Ltd.

États financiers intermédiaires résumés

(non audité)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016

ÉTAT RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ)

(en millions de dollars)		Au 30 septembre 2016	Au 31 décembre 2015
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		159,4 \$	190,8 \$
Débiteurs et produits à recevoir	(note 4)	34,7	37,6
Impôt à recevoir		2,3	21,4
Charges payées d'avance		0,7	0,6
		197,1	250,4
Actifs à redevances, montant net	(note 6)	834,7	918,6
Actifs de prospection et d'évaluation	(note 7)	1 136,9	1 148,4
Autres actifs	(note 8)	4,8	7,6
Goodwill		613,2	613,2
		2 786,7 \$	2 938,2 \$
Passifs et capitaux propres			
Passifs courants			
Créditeurs et charges à payer	(note 9)	15,3 \$	14,2 \$
Dividende à payer	(note 10)	13,7	24,7
		29,0	38,9
Rémunération fondée sur des actions à payer	(note 11)	2,0	2,8
Impôt différé		186,1	186,3
		217,1	228,0
Capitaux propres			
Capital social	(note 10)	3 075,6	3 067,8
Surplus d'apport		2,7	1,8
Déficit		(508,7)	(359,4)
Total des capitaux propres		2 569,6	2 710,2
Engagements	(note 17)		
		2 786,7 \$	2 938,2 \$

Il y a lieu de se reporter aux notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés.

ÉTAT RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET ET DU RÉSULTAT GLOBAL (NON AUDITÉ)

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2016	2015	2016	2015
Produits				
Produits de redevances	52,2 \$	42,1 \$	138,6 \$	130,2 \$
Autres produits	7,1	1,9	17,7	40,0
Produits	59,3	44,0	156,3	170,2
Charges				
Taxes à la production et impôt minier	1,3	2,0	3,3	6,6
Épuisement et amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (note 6)	40,9	22,9	122,6	70,9
Prospection et évaluation (note 7)	2,6	0,8	5,4	1,3
Charges administratives (note 12)	7,6	5,0	22,9	20,4
Bénéfice net avant éléments financiers et impôt sur le résultat	6,9	13,3	2,1	71,0
Éléments financiers				
Produits financiers	(0,6)	(0,6)	(1,8)	(1,1)
Charges financières	–	0,3	0,2	0,5
Bénéfice net avant impôt sur le résultat	7,5	13,6	3,7	71,6
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat (note 13)	(0,4)	(0,5)	(0,2)	16,6
Bénéfice net et résultat global	7,9 \$	14,1 \$	3,9 \$	55,0 \$
Bénéfice net par action ordinaire (note 10)				
De base et dilué	0,03 \$	0,09 \$	0,02 \$	0,36 \$

Il y a lieu de se reporter aux notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés.

ÉTAT RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (NON AUDITÉ)

(en millions de dollars)	Capital social	Surplus d'apport	Déficit	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2015	3 067,8 \$	1,8 \$	(359,4) \$	2 710,2 \$
Bénéfice net	–	–	3,9	3,9
Actions ordinaires émises :				
Aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (note 10)	15,6	–	–	15,6
Aux termes du régime de dividendes en actions (note 10)	0,6	–	–	0,6
Coûts d'émission des actions, après impôt (note 10)	0,1	–	–	0,1
Actions ordinaires rachetées (note 10)	(8,5)	–	(7,6)	(16,1)
Rémunération fondée sur des actions (note 11)	–	0,9	–	0,9
Dividendes sur les actions ordinaires (note 10)	–	–	(145,6)	(145,6)
Solde au 30 septembre 2016	3 075,6 \$	2,7 \$	(508,7) \$	2 569,6 \$

(en millions de dollars)	Capital social	Réserve relevant du contrôle commun	Surplus d'apport	Résultats non distribués (déficit)	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2014	1 181,0 \$	(255,7) \$	0,7 \$	38,0 \$	964,0 \$
Bénéfice net	–	–	–	55,0	55,0
Actions ordinaires émises :					
Dans le cadre d'un placement par acquisition ferme (note 10)	198,0				198,0
Coûts d'émission des actions, après impôt (note 10)	(6,2)				(6,2)
Aux termes du régime d'options sur actions (note 10)	0,2	–	(0,2)	–	–
Aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (note 10)	13,1	–	–	–	13,1
Aux termes du régime de dividendes en actions (note 10)	5,8	–	–	–	5,8
Aux termes d'une acquisition	0,5				0,5
Rémunération fondée sur des actions (note 11)	–	–	1,0	–	1,0
Dividendes sur les actions ordinaires (note 10)	–	–	–	(147,9)	(147,9)
Solde au 30 septembre 2015	1 392,4 \$	(255,7) \$	1,5 \$	(54,9) \$	1 083,3 \$

Il y a lieu de se reporter aux notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés.

TABLEAU RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉ)

(en millions de dollars)	Trimestre clos les 30 septembre		Période de neuf mois close les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	7,9 \$	14,1 \$	3,9 \$	55,0 \$
Épuisement et amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (note 6)	40,9	22,9	122,6	70,9
Prospection et évaluation (note 7)	2,6	0,8	5,4	1,3
Impôt différé (note 13)	(0,4)	(2,2)	(0,2)	0,9
Rémunération fondée sur des actions, déduction faite des règlements en trésorerie (note 11)	2,4	—	4,1	3,4
Autres produits hors trésorerie	(0,2)	—	(0,2)	(16,4)
Variation nette des autres actifs	1,0	0,9	2,8	2,7
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 16)	14,2	19,9	8,0	7,0
Entrées nettes liées aux activités d'exploitation	68,4	56,4	146,4	124,8
Activités d'investissement				
Acquisitions d'actifs à redevances (note 6)	—	(4,4)	(21,9)	(25,1)
Acquisitions d'actifs de prospection et d'évaluation (note 7)	(4,8)	(0,3)	(10,5)	(20,6)
Regroupement d'entreprises de redevances (note 5)	(2,7)	—	11,8	—
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 16)	—	—	(0,6)	—
Sorties nettes liées aux activités d'investissement	(7,5)	(4,7)	(21,2)	(45,7)
Activités de financement				
Dividendes sur les actions ordinaires (note 10)	(41,1)	(39,6)	(140,4)	(127,8)
Émission d'actions, déduction faite des coûts (note 10)	—	189,5	0,2	189,5
Coûts de financement	—	—	—	(0,1)
Actions ordinaires rachetées (note 10)	(10,1)	—	(16,1)	—
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 16)	—	—	(0,3)	—
Entrées (sorties) nettes liées aux activités de financement	(51,2)	149,9	(156,6)	61,6
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	9,7	201,6	(31,4)	140,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	149,7	2,2	190,8	63,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	159,4 \$	203,8 \$	159,4 \$	203,8 \$

Il y a lieu de se reporter aux notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés.

1. NATURE DES ACTIVITÉS

PrairieSky Royalty Ltd. (« PrairieSky » ou la « Société ») détient un portefeuille diversifié tant sur le plan géologique que géographique de titres miniers en fief simple, de droits de redevances dérogatoires brutes sur le pétrole et le gaz naturel et d'autres acres de biens-fonds situés en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba (collectivement, les « biens à redevances »). La Société a pour mission d'encourager des tiers à mettre en valeur activement les biens à redevances, tout en recherchant de manière stratégique des actifs pétroliers et gaziers supplémentaires qui lui offrent un potentiel d'accroissement de la valeur à moyen et à long terme. La Société ne mène pas directement des activités de prospection, de mise en valeur ou de production de pétrole ou de gaz naturel. Elle tire plutôt des produits de redevances de la mise en valeur, par des tiers, des terres louées ou visées par des titres au fur et à mesure que du pétrole et du gaz naturel sont produits à partir de ces biens.

Les actions de la Société sont inscrites aux fins de négociation à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « PSK ». Le siège social de la Société est situé à l'adresse suivante : Suite 1700, 350 – 7th Avenue S.W., Calgary, Alberta, T2P 3N9.

2. MODE DE PRÉSENTATION

A) DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers intermédiaires résumés non audités ont été établis conformément à la norme comptable internationale 34 (l'« IAS 34 »), *Information financière intermédiaire*, et ont été dressés selon les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul et de répartition que celles utilisées pour préparer les états financiers annuels audités. Certaines informations généralement incluses dans les états financiers annuels audités dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards ou « IFRS ») ont été résumées ou omises. Par conséquent, les présents états financiers intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des états financiers annuels audités de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Les présents états financiers intermédiaires résumés non audités ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des transactions dont le paiement est fondé sur des actions. Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation et les montants présentés sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.

Les présents états financiers intermédiaires résumés non audités ont été approuvés et leur publication a été autorisée par le comité d'audit de la Société en date du 25 octobre 2016.

B) ESTIMATIONS

L'établissement des états financiers intermédiaires résumés non audités en temps opportun exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur la valeur comptable des actifs et des passifs, des produits et des charges de la période. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les jugements posés par la direction dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la Société et des principales sources d'incertitude relatives aux estimations lors de la préparation des présents états financiers intermédiaires résumés non audités sont les mêmes que ceux qui s'appliquent aux états financiers au 31 décembre 2015 et pour l'exercice clos à cette date.

3. PRISES DE POSITION COMPTABLE RÉCENTES

Nouvelles normes publiées mais non encore adoptées

Le 28 mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, qui résulte d'un projet conjoint avec le Financial Accounting Standards Board (le « FASB »). La nouvelle norme remplace les deux principales normes de comptabilisation, soit l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et l'IAS 11, *Contrats de construction*. Entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2018, la nouvelle norme établit un cadre en cinq étapes comme principe fondamental selon lequel une entité doit comptabiliser les produits. Le 26 avril 2016, l'IASB a publié le document Clarification de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, qui entre en vigueur en même temps que l'IFRS 15. La Société entend adopter l'IFRS 15 et ses clarifications dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2018. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de la norme n'a pas encore été déterminée.

Le 24 juillet 2014, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La nouvelle norme énonce de nouvelles exigences de classement et d'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers. Les actifs financiers sont classés et évalués en fonction du modèle économique selon lequel ils sont détenus et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. L'IFRS 9 modifie le modèle de dépréciation en énonçant un nouveau modèle de calcul de la dépréciation et comprend un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui rend mieux compte des activités de gestion des risques dans les états financiers des entités ayant décidé d'appliquer la comptabilité de couverture. L'IFRS 9 s'appliquera rétrospectivement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et son adoption anticipée est permise. La Société entend adopter l'IFRS 9 dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2018 et elle ne s'attend pas à ce que la norme ait une incidence significative sur ses états financiers.

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*. La norme doit être appliquée de façon rétrospective ou en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale de l'IFRS 16 comme un ajustement des capitaux propres d'ouverture à la date de l'application initiale. L'IFRS 16 entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019, son adoption anticipée étant permise pour autant que l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, ait également été adoptée. Aux termes de la nouvelle norme, les sociétés comptabiliseront de nouveaux actifs et passifs et les accords de location hors bilan seront désormais inscrits au bilan. La Société entend adopter l'IFRS 16 dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2019 et elle ne s'attend pas à ce que la norme ait une incidence significative sur ses états financiers.

4. DÉBITEURS ET PRODUITS À RECEVOIR

	Au 30 septembre 2016	Au 31 décembre 2015
Créances clients et produits à recevoir	30,0 \$	33,3 \$
Partie courante d'un effet à recevoir sous forme de redevances (note 8)	3,7	3,6
Taxes à la production et impôt minier à recevoir	0,9	0,5
Intérêts à recevoir	0,1	0,2
	34,7 \$	37,6 \$

Les créances clients et produits à recevoir se rapportent aux paiements de loyers et de redevances à recevoir. L'analyse des débiteurs et produits à recevoir qui sont en souffrance mais non dépréciés se présente comme suit :

	Total	Ni en souffrance ni douteux	En souffrance mais non douteux	
			De 4 à 6 mois	De 7 à 12 mois
Au 30 septembre 2016	34,7 \$	34,5 \$	0,1 \$	0,1 \$
Au 31 décembre 2015	37,6 \$	37,0 \$	0,4 \$	0,2 \$

Au 30 septembre 2016, aucune correction de valeur ni dotation à la provision pour créances douteuses n'avait été comptabilisée. Pour déterminer la recouvrabilité des créances clients en souffrance mais non dépréciées, la Société tient compte de l'âge des créances en souffrance et de la cote de solvabilité des contreparties. Il y a lieu de se reporter à la note 15 pour obtenir plus de renseignements sur le risque de crédit.

5. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le 16 décembre 2015, la Société a mené à terme l'acquisition de biens à redevances auprès d'un tiers (la « transaction ») pour une contrepartie en trésorerie de 680,0 millions de dollars, sous réserve des ajustements de clôture, et contre l'émission de 44,4 millions d'actions ordinaires au cours du 16 décembre 2015 de 22,16 \$ l'action. Afin de financer une partie du prix d'acquisition, PrairieSky a réalisé le 2 décembre 2015 un financement par placement privé sans l'intermédiaire d'un courtier de 26 976 000 reçus de souscription au prix de 25,20 \$ chacun, pour un produit brut de 679,8 millions de dollars. Simultanément à la clôture de la transaction le 16 décembre 2015, les reçus de souscription ont été convertis en actions ordinaires. Cette transaction a été réalisée le 1^{er} octobre 2015.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2016, les estimations provisoires des produits tirés des biens à redevances acquis, de la date d'entrée en vigueur à la date de clôture de la transaction, ont été achevées. Les produits réels ont excédé les estimations de 1,2 million de dollars, ce qui a donné lieu à une réduction du goodwill et au paiement d'une contrepartie totalisant 1,2 million de dollars. La Société ne prévoit pas d'ajustements additionnels au cours des périodes futures.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2016, la Société a payé une somme de 2,7 millions de dollars liée au règlement définitif de la transaction visant la période intermédiaire s'échelonnant entre le 1^{er} octobre 2015, date d'entrée en vigueur, et le 16 décembre 2015, date de clôture de la transaction. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, la Société a perçu 14,5 millions de dollars au titre des débiteurs, en plus du paiement de 2,7 millions de dollars susmentionné.

6. ACTIFS À REDEVANCES, MONTANT NET

	Au 30 septembre 2016	Au 31 décembre 2015
Coût		
Solde à l'ouverture de la période	1 039,7 \$	557,4 \$
Actifs acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	–	435,3
Virements depuis les actifs de prospection et d'évaluation	16,6	2,1
Autres acquisitions d'actifs	22,1	44,9
Solde à la clôture de la période	1 078,4	1 039,7
Cumul de l'épuisement et des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		
Solde à l'ouverture de la période	(121,1)	(24,8)
Épuisement et amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(122,6)	(96,3)
Solde à la clôture de la période	(243,7)	(121,1)
Valeur comptable nette à la clôture de la période	834,7 \$	918,6 \$

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, les acquisitions d'actifs se sont respectivement établies à 0,2 million de dollars (4,4 millions de dollars en 2015) et à 22,1 millions de dollars (39,3 millions de dollars en 2015) et se rapportaient essentiellement à des acquisitions de terrains en fief et d'actifs productifs de redevances dérogatoires brutes. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, une acquisition non monétaire visant des terrains en fief évalués à 0,2 million de dollars a été réalisée. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, une acquisition non monétaire visant des droits de redevances dérogatoires brutes évalués à 14,2 millions de dollars a été réalisée.

7. ACTIFS DE PROSPECTION ET D'ÉVALUATION

	Au 30 septembre 2016	Au 31 décembre 2015
Coût		
Solde à l'ouverture de la période	1 148,4 \$	107,8 \$
Actifs acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	–	1 016,7
Virements aux actifs à redevances	(16,6)	(2,1)
Autres acquisitions d'actifs	10,5	28,2
Terrains dont les baux sont arrivés à échéance	(5,4)	(2,2)
Solde à la clôture de la période	1 136,9 \$	1 148,4 \$

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, la Société a acquis des actifs de prospection et d'évaluation de 4,8 millions de dollars (0,8 million de dollars en 2015) et de 10,5 millions de dollars (22,6 millions de dollars en 2015), respectivement, soit notamment des données sismiques et des terrains. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, la Société a échangé le produit de primes à la délivrance de baux contre des actifs de prospection et d'évaluation évalués à 1,5 million de dollars.

8. AUTRES ACTIFS

Au 30 septembre 2016, les autres actifs se rapportaient à la partie non courante d'un effet de 4,8 millions de dollars (7,6 millions de dollars au 31 décembre 2015) à recevoir sous forme de redevances au cours des 2,3 prochains exercices en versements mensuels égaux, portant intérêt au taux annuel de 4 %. La partie courante de 3,7 millions de dollars de l'effet à recevoir (3,6 millions de dollars au 31 décembre 2015) est comprise dans les débiteurs et produits à recevoir présentés à la note 4. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, des produits d'intérêts respectifs de 0,1 million de dollars (0,1 million de dollars en 2015) et de 0,3 million de dollars (0,4 million de dollars en 2015) ont été comptabilisés relativement à l'effet à recevoir sous forme de redevances. Au 30 septembre 2016, l'effet à recevoir sous forme de redevances comportait une juste valeur de 8,5 millions de dollars (11,1 millions de dollars au 31 décembre 2015). La juste valeur estimée des autres actifs est classée au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs et a été établie selon l'information de marché disponible au moyen de taux d'intérêt estimés calculés en fonction de la qualité du crédit du client.

9. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	Au 30 septembre 2016	Au 31 décembre 2015
Dettes fournisseurs	1,7 \$	1,9 \$
Taxes à la production et impôt minier à payer	4,5	9,4
Charges à payer	9,1	2,9
	15,3 \$	14,2 \$

Les charges à payer se composent essentiellement de montants se rapportant à des sommes à payer à l'égard des salaires et de la rémunération fondée sur des actions.

10. CAPITAL SOCIAL

AUTORISÉ

Le capital social autorisé de la Société se compose d'un nombre illimité d'actions ordinaires et d'un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries. Les porteurs des actions ordinaires ont droit à une voix par action ordinaire détenue lors de toutes les assemblées des actionnaires, sauf celles où seuls les porteurs d'une catégorie particulière d'actions ont le droit de vote. Les actions ordinaires n'ont aucune valeur nominale.

ÉMIS ET EN CIRCULATION

	Au 30 septembre 2016		Au 31 décembre 2015	
	Nombre d'actions (en millions d'actions)	Montant (en millions de dollars)	Nombre d'actions (en millions d'actions)	Montant (en millions de dollars)
Actions ordinaires en circulation à l'ouverture de la période	228,2	3 067,8 \$	149,3	1 181,0 \$
Émises aux termes du régime de réinvestissement des dividendes	0,8	15,6	1,1	24,0
Émises aux termes du régime de dividendes en actions	–	0,6	0,1	6,3
Actions ordinaires rachetées	(0,6)	(8,5)	–	–
Émises dans le cadre d'un placement par acquisition ferme	–	–	6,3	198,0
Coûts d'émission des actions, après impôt	–	0,1	–	(6,9)
Émises aux termes d'une acquisition	–	–	–	0,5
Émises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	–	–	44,4	984,9
Émises dans le cadre du placement privé	–	–	27,0	679,8
Émises dans le cadre de l'exercice d'options sur actions	–	–	–	0,2
Actions ordinaires en circulation à la clôture de la période	228,4	3 075,6 \$	228,2	3 067,8 \$

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

Le 27 avril 2016, la Société a annoncé que la Bourse de Toronto (la « TSX ») avait autorisé l'OPRCNA, aux termes de laquelle la Société peut racheter aux fins d'annulation jusqu'à 1 600 000 actions ordinaires. L'OPRCNA demeurera en vigueur jusqu'au 1er mai 2017, date à laquelle la Société pourra demander de la renouveler au même niveau ou selon un niveau différent pour une période additionnelle de 12 mois. Les rachats seront effectués sur le marché libre par l'intermédiaire de la TSX ou d'autres plateformes, au cours du marché des actions ordinaires visées. Toutes les actions ordinaires rachetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront annulées.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, la Société a racheté 390 500 actions ordinaires (25,98 \$ par action ordinaire) et 633 000 actions ordinaires (25,50 \$ par action ordinaire), respectivement, aux fins d'annulation. Le coût total payé, compte tenu des commissions et des frais, a été imputé d'abord au capital social, jusqu'à concurrence de la valeur comptable moyenne des actions ordinaires acquises, et l'excédent de 7,6 millions de dollars a été porté au déficit.

DIVIDENDES

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2016, PrairieSky a déclaré des dividendes de 41,1 millions de dollars (50,8 millions de dollars au 30 septembre 2015), soit 0,18 \$ par action ordinaire (0,32499 \$ au 30 septembre 2015) et a versé des dividendes de 41,1 millions de dollars (39,6 millions de dollars au 30 septembre 2015), soit 0,18 \$ par action ordinaire (0,32499 \$ au 30 septembre 2015).

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, PrairieSky a déclaré des dividendes de 145,6 millions de dollars (147,9 millions de dollars au 30 septembre 2015), soit 0,63666 \$ par action ordinaire (0,97497 \$ au 30 septembre 2015) et a versé des dividendes de 140,4 millions de dollars (127,8 millions de dollars au 30 septembre 2015), soit 0,68499 \$ par action ordinaire (0,97244 \$ au 30 septembre 2015). Sur le total des dividendes versés en 2016, une tranche de 140,4 millions de dollars (127,8 millions de dollars au 30 septembre 2015) a été réglée en trésorerie et une tranche supplémentaire de 16,2 millions de dollars (18,9 millions de dollars au 30 septembre 2015) a été réglée en actions ordinaires en remplacement de dividendes en trésorerie, aux termes du régime de réinvestissement des dividendes et du régime de dividendes en actions.

Le 29 février 2016, la Société a réduit son dividende, le faisant passer à 0,72 \$ par action ordinaire annuellement, et a suspendu le régime de réinvestissement des dividendes et le régime de dividendes en actions; toutes ces mesures ont pris effet le 31 mars 2016, date de clôture des registres. Le 15 septembre 2016, le conseil d'administration a déclaré un dividende de 0,06 \$ par action ordinaire à verser le 17 octobre 2016 aux actionnaires ordinaires inscrits en date du 30 septembre 2016.

RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

Le tableau suivant présente le calcul du bénéfice net par action ordinaire :

	Trimestre clos les 30 septembre		Période de neuf mois close les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Bénéfice net	7,9 \$	14,1 \$	3,9 \$	55,0 \$
Nombre d'actions ordinaires :				
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – de base	228,6	155,6	228,7	151,5
Incidence des titres dilutifs	0,2	0,4	0,2	0,4
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué	228,8	156,0	228,9	151,9
Bénéfice net par action ordinaire				
De base et dilué	0,03 \$	0,09 \$	0,02 \$	0,36 \$

11. RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

La Société offre différents régimes de rémunération fondée sur des actions en vertu desquels elle offre divers types d'incitatifs à long terme aux membres du personnel, dirigeants et administrateurs admissibles, notamment des options sur actions, des unités d'actions liées au rendement, des unités d'actions incessibles et des unités d'actions différées.

La Société comptabilise les options sur actions attribuées aux membres du personnel et aux dirigeants comme des paiements fondés sur des actions et réglés en capitaux propres et inscrit les charges de rémunération sur la période d'acquisition des droits, en fonction de la juste valeur établie à la date d'attribution.

La Société comptabilise les unités d'actions liées au rendement, les unités d'actions incessibles et les unités d'actions différées détenues par les membres du personnel, les dirigeants et les administrateurs comme des paiements fondés sur des actions et réglés en trésorerie et inscrit les charges de rémunération et les dividendes sur la période d'acquisition des droits, en fonction de la juste valeur des droits. La Société peut choisir de régler ses attributions d'unités d'actions dont les droits ont été acquis par un paiement en trésorerie correspondant au cours moyen pondéré sur cinq jours des actions ordinaires multiplié par le nombre d'actions ordinaires ou par l'émission d'un nombre équivalent d'actions ordinaires. Les droits aux unités d'actions liées au rendement sont acquis après la fin d'une période de rendement de trois ans, à condition que le membre du personnel soit encore activement au service de la Société à la date d'acquisition des droits. Les droits aux unités d'actions incessibles attribuées aux membres du personnel dans le cadre du premier appel public à l'épargne (le « PAPE ») sont acquis à raison de 30 % après le deuxième anniversaire de la date d'attribution et les 70 % résiduels sont acquis après le troisième anniversaire, tandis que les droits rattachés aux unités attribuées subséquentement deviennent acquis en tranches égales sur une période de trois ans, à condition que l'employé soit encore activement au service de la Société à la date d'acquisition des droits. Les droits aux unités d'actions incessibles attribuées aux dirigeants de la Société dans le cadre du PAPE sont acquis en totalité trois ans après la date d'attribution, tandis que les droits rattachés aux unités attribuées subséquentement deviennent acquis en tranches égales sur une période de trois ans, à condition que le dirigeant soit encore activement au service de la Société à la date d'acquisition des droits. Les droits aux unités d'actions différées sont acquis en totalité à la date d'attribution.

La Société a comptabilisé les charges de rémunération fondée sur des actions suivantes :

	Trimestre clos les 30 septembre		Période de neuf mois close les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Charges de rémunération au titre des transactions classées comme étant réglées en capitaux propres	0,3 \$	0,2 \$	0,9 \$	1,0 \$
Charges de rémunération au titre des transactions classées comme étant réglées en trésorerie	2,1	(0,2)	4,9	3,1
Total de la charge de rémunération fondée sur des actions	2,4 \$	– \$	5,8 \$	4,1 \$

La Société a comptabilisé le passif lié aux paiements fondés sur des actions suivant :

	Au 30 septembre 2016	Au 31 décembre 2015
Passif au titre des régimes réglés en trésorerie dont les droits ne sont pas acquis	6,0 \$	2,8 \$
Passif au titre des régimes réglés en trésorerie dont les droits sont acquis	1,7	1,7
Passif au titre des régimes réglés en trésorerie	7,7 \$	4,5 \$

Au 30 septembre 2016, une tranche de 5,7 millions de dollars (1,7 million de dollars au 31 décembre 2015) du passif au titre des régimes réglés en trésorerie, soit la valeur des unités d'actions liées au rendement, des unités d'actions incessibles et des unités d'actions différées qui devraient être réglées au cours des douze prochains mois, est incluse dans les créditeurs et charges à payer. La tranche restante de 2,0 millions de dollars (2,8 millions de dollars au 31 décembre 2015) constitue un passif à long terme et est comptabilisée en tant que rémunération fondée sur des actions à payer.

A) OPTIONS SUR ACTIONS

La Société offre un régime d'options sur actions selon lequel des options sur actions sont attribuées aux dirigeants et à certains membres du personnel. Les droits aux options sur actions sont acquis sur une période de trois ans et arrivent à échéance cinq ans après la date d'attribution.

Le tableau suivant résume la variation des options sur actions en circulation :

	Nombre (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
Émises et en circulation au 31 décembre 2014	511,5	29,01
Attribution	354,7	30,10
Exercice	(54,9)	28,00
Renonciation	(18,0)	28,93
Émises et en circulation au 31 décembre 2015	793,3	29,57
Attribution	371,3	22,55
Renonciation	(116,8)	(31,73)
Émises et en circulation au 30 septembre 2016	1 047,8	26,83

Les hypothèses moyennes pondérées suivantes ont été utilisées pour établir la juste valeur des options sur actions attribuées par la Société au cours de la période à l'étude :

	30 septembre 2016	30 septembre 2015
Taux d'intérêt sans risque	0,73 %	0,75 %
Rendement des actions	5,76 %	4,22 %
Taux de volatilité attendu	36 %	25 %
Taux de renonciation	6,4 %	6,4 %
Durée attendue	5 ans	5 ans
Prix d'attribution moyen pondéré	22,55 \$	30,81 \$
Juste valeur par option à la date d'attribution	3,62 \$	3,93 \$

Le tableau suivant présente des données sur les options sur actions en circulation au 30 septembre 2016 :

Fourchette des prix d'exercice par action ordinaire	Nombre d'options en circulation	Période moyenne pondérée restante (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré des options en circulation (\$/action)	Nombre d'options exerçables	Prix d'exercice moyen pondéré des options exerçables (\$/action)	Juste valeur moyenne pondérée des options en circulation (\$/action)
de 22,50 \$ à 28,00 \$	786 355	3,44	25,52	238 636	28,00	3,74
de 30,80 \$ à 30,88 \$	261 404	3,41	30,81	78 421	30,81	3,93

Le tableau suivant présente des données sur les options sur actions en circulation au 31 décembre 2015 :

Fourchette des prix d'exercice par action ordinaire	Nombre d'options en circulation	Période moyenne pondérée restante (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré des options en circulation (\$/action)	Nombre d'options exerçables	Prix d'exercice moyen pondéré des options exerçables (\$/action)	Juste valeur moyenne pondérée des options en circulation (\$/action)
de 25,90 \$ à 28,00 \$	448 352	3,58	27,76	119 318	28,00	3,82
de 30,80 \$ à 39,03 \$	344 936	4,09	31,93	14 063	39,03	4,24

Les charges administratives du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016 comprennent des charges de rémunération de 0,3 million de dollars (0,2 million de dollars au 30 septembre 2015) et de 0,9 million de dollars (1,0 million de dollars au 30 septembre 2015), respectivement, se rapportant aux options sur actions.

B) UNITÉS D'ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

Des unités d'actions liées au rendement ont été attribuées aux dirigeants et leur donnent le droit, une fois les droits acquis, de recevoir un paiement en trésorerie égal à la valeur de une action ordinaire de la Société pour chaque unité d'actions liée au rendement détenue, plus le cumul des dividendes sur la période allant de la date d'attribution à celle de l'acquisition des droits, ou un nombre équivalent d'actions, et ce, au gré de la Société.

La valeur finale des unités d'actions liées au rendement dépend du rendement de la Société par rapport à des cibles préétablies et évaluées sur une période de trois ans. Le rendement est calculé en fonction du rendement total pour l'actionnaire, soit la plus-value de l'action majorée des dividendes, par rapport au rendement total pour l'actionnaire d'un groupe de référence préétabli aux fins de l'évaluation du rendement. Selon cette évaluation, le conseil d'administration peut augmenter, selon une fourchette s'échelonnant de zéro à deux fois, le nombre d'unités d'actions liées au rendement attribuées qui sont admissibles à l'acquisition des droits pour la période de trois ans visée.

Le tableau suivant résume les renseignements relatifs aux unités d'actions liées au rendement :

<i>Unités d'actions liées au rendement en circulation (en milliers d'unités)</i>	30 septembre 2016	31 décembre 2015
En circulation à l'ouverture de la période	140,8	67,8
Attribution	89,4	84,5
Réputées admissibles à l'acquisition	(11,1)	(16,5)
Renonciation	(19,7)	—
Unités, en remplacement de dividendes	4,4	5,0
Émises et en circulation à la clôture de la période	203,8	140,8

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, la Société a comptabilisé une charge de rémunération respective de 0,9 million de dollars (recouvrement de 0,1 million de dollars au 30 septembre 2015) et une charge de rémunération de 1,0 million de dollars (1,2 million de dollars au 30 septembre 2015) se rapportant aux unités d'actions liées au rendement en circulation. Le cours de clôture des actions ordinaires ayant servi à calculer la juste valeur des unités d'actions liées au rendement au 30 septembre 2016 se chiffrait à 26,75 \$ (25,36 \$ au 30 septembre 2015). La durée moyenne pondérée résiduelle s'établit à 1,6 an.

C) UNITÉS D' ACTIONS INCESSIBLES

Des unités d'actions incessibles ont été attribuées aux employés admissibles et leur donnent le droit, une fois les droits acquis, de recevoir un paiement en trésorerie égal à la valeur de une action ordinaire pour chaque unité d'actions incessible détenue, plus le cumul des dividendes sur la période allant de la date d'attribution à celle de l'acquisition des droits, ou un nombre équivalent d'actions, et ce, au gré de la Société.

Le tableau suivant résume les renseignements relatifs aux unités d'actions incessibles :

<i>Unités d'actions incessibles en circulation (en milliers d'unités)</i>	30 septembre 2016	31 décembre 2015
En circulation à l'ouverture de la période	206,2	112,3
Attribution	118,6	130,2
Réputées admissibles à l'acquisition	(5,5)	(9,1)
Renonciation	(23,0)	(35,1)
Exercice	(55,1)	—
Unités, en remplacement de dividendes	5,5	7,9
Émises et en circulation à la clôture de la période	246,7	206,2

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, la Société a comptabilisé des charges de rémunération respectives de 1,0 million de dollars (0,1 million de dollars au 30 septembre 2015) et de 2,9 millions de dollars (1,5 million de dollars au 30 septembre 2015) se rapportant aux unités d'actions incessibles en circulation. Le cours de clôture des actions ordinaires ayant servi à calculer la juste valeur des unités d'actions incessibles au 30 septembre 2016 se chiffrait à 26,75 \$ (25,36 \$ au 30 septembre 2015). La durée moyenne pondérée résiduelle s'établit à 1,0 an.

D) UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES

Les administrateurs reçoivent une rémunération annuelle sous forme d'unités d'actions différées et ils ont la possibilité de recevoir leurs jetons de présence sous forme d'unités d'actions différées dont les droits sont acquis immédiatement. Les unités d'actions différées se composent de une action ordinaire et du cumul des dividendes sur la période allant de la date de l'attribution et de l'acquisition des droits à la date de rachat et elles sont réglées en trésorerie. Ces unités d'actions peuvent uniquement être remboursées une fois que l'administrateur a quitté ses fonctions au sein de la Société et elles doivent être remboursées avant le 15 décembre de l'année suivant le départ. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, la majorité des administrateurs ont décidé de recevoir leurs jetons de présence sous forme d'unités d'actions différées.

Le tableau suivant résume les renseignements relatifs aux unités d'actions différées :

<i>Unités d'actions différées en circulation (en milliers d'unités)</i>	30 septembre 2016	31 décembre 2015
En circulation à l'ouverture de la période	33,0	22,8
Attribution	30,2	18,8
Exercice	—	(9,8)
Unités, en remplacement de dividendes	1,7	1,2
Émises et en circulation à la clôture de la période	64,9	33,0

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, la Société a comptabilisé une charge de rémunération respective de 0,2 million de dollars (recouvrement de 0,2 million de dollars au 30 septembre 2015) et une charge de rémunération de 1,0 million de dollars (0,4 million de dollars au 30 septembre 2015) se rapportant aux unités d'actions différées en circulation.

12. CHARGES ADMINISTRATIVES

	Trimestre clos les 30 septembre		Période de neuf mois close les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Salaires et charges sociales	3,2 \$	3,0 \$	10,9 \$	10,9 \$
Rémunération fondée sur des actions (note 11)	2,4	–	5,8	4,1
Frais de bureau	1,2	1,2	3,8	3,1
Frais de société ouverte	0,2	0,2	0,8	1,0
Frais liés aux technologies de l'information et autres frais	0,6	0,6	1,6	1,3
Charges administratives	7,6 \$	5,0 \$	22,9 \$	20,4 \$

13. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

	Trimestre clos les 30 septembre		Période de neuf mois close les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Charge d'impôt exigible	– \$	1,7 \$	– \$	15,7 \$
Charge (recouvrement) d'impôt différé	(0,4)	(2,2)	(0,2)	0,9
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(0,4) \$	(0,5) \$	(0,2) \$	16,6 \$

14. GESTION DU CAPITAL

Dans le cadre de la gestion de sa structure du capital, la Société a pour objectif de maintenir une bonne souplesse financière afin de verser de la trésorerie sous forme de dividendes aux actionnaires, tout en veillant à combler ses besoins financiers dans l'exercice de ses activités et de financer ses possibilités de croissance. En tant que société de redevances, PrairieSky n'a pas d'engagements en matière de dépenses d'investissement, ce qui lui donne plus de souplesse financière.

La structure du capital de la Société se compose des capitaux propres et du fonds de roulement. La Société gère la structure de son capital en tenant compte des activités d'exploitation, des dividendes versés aux actionnaires, des rachats d'actions ordinaires, de l'impôt, de la facilité de crédit disponible (note 15), des frais d'émission d'actions et d'autres facteurs. Le résultat d'exploitation et la structure du capital de la Société sont influencés par le niveau des activités de mise en valeur par les tierces parties sur les terrains en fief et les autres terrains à redevances, ainsi que par les produits de redevances connexes, par les coûts engagés par la Société et par les prix des marchandises.

	Au 30 septembre 2016	Au 31 décembre 2015
Capitaux propres	2 569,6 \$	2 710,2 \$
Fonds de roulement	168,1	211,5

La structure du capital de la Société est gérée par le biais du processus de prévisions financières et opérationnelles de la Société. Les prévisions des flux de trésorerie futurs de la Société sont fondées sur les estimations de la production, des prix du pétrole brut, du gaz naturel et des LGN, des taxes à la production et de l'impôt minier, des charges administratives et d'autres activités d'investissement et de financement. Les prévisions sont mises à jour régulièrement en fonction des variations des prix des marchandises, de la production attendue et d'autres facteurs qui, de l'avis de la Société, pourraient avoir une incidence sur les flux de trésorerie.

15. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES

A) JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET DES PASSIFS FINANCIERS

En raison de leur échéance à court terme, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et produits à recevoir, les créditeurs et charges à payer de même que les dividendes à verser ont une valeur qui avoisine leur valeur comptable. Il y a lieu de se reporter à la note 8 pour des précisions sur la juste valeur de l'effet à recevoir sous forme de redevances.

B) RISQUES ASSOCIÉS AUX ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

La Société est exposée à des risques financiers découlant de ses actifs et passifs financiers. Les risques financiers comprennent le risque de marché (par exemple, le risque marchandises et le risque de taux d'intérêt), le risque de crédit et le risque de liquidité.

Risque marchandises

Le risque marchandises s'entend du risque que la Société subisse des fluctuations de ses produits de redevances futurs en raison des variations des prix des marchandises. Les prix des marchandises pour le pétrole brut, les LGN et le gaz naturel sont influencés par les événements macroéconomiques qui dictent les niveaux de l'offre et de la demande. La Société ne couvre pas son risque marchandises.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt découle des variations des taux d'intérêt du marché, qui peuvent avoir une incidence sur la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des actifs ou passifs financiers de la Société.

Au 30 septembre 2016, la Société n'avait aucun passif portant intérêt. L'effet à recevoir sous forme de redevances de la Société (note 8) rapporte de l'intérêt à taux fixe. Le solde du dépôt en trésorerie au 30 septembre 2016 portait intérêt à taux variable.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité que la Société subisse une perte si une contrepartie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations contractuelles. Une part importante des débiteurs de la Société est attribuable à des accords de redevances conclus avec des exploitants de l'industrie pétrolière et gazière et expose la Société aux risques de crédit normaux de ce secteur d'activité. Les flux de rentrées diversifiés de la Société limitent l'importance que peut revêtir un bien ou un exploitant par rapport au total des créances. En outre, la Société perçoit des volumes de production en nature pour atténuer son risque de crédit, au besoin.

Au 30 septembre 2016, la Société n'avait aucune contrepartie dont les débiteurs représentaient individuellement plus de 10 % du solde total des débiteurs. L'exposition maximale au risque de crédit lié aux débiteurs et produits à recevoir correspond à la valeur comptable totale de ces éléments. Pour les périodes à l'étude, la Société n'a pas effectué de correction pour créances douteuses et n'a pas comptabilisé de provision à cet égard.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la Société éprouve des difficultés à dégager les fonds nécessaires pour faire face à ses engagements liés à des passifs financiers lorsqu'ils deviennent exigibles. La Société gère le risque de liquidité au moyen de programmes de gestion de la trésorerie et de la dette. La Société dispose, aux termes de sa facilité de crédit, décrite ci-après, de fonds non prélevés d'au plus 25 millions de dollars.

Le calendrier des sorties de trésorerie prévues se rapportant aux créditeurs et charges à payer de 15,3 millions de dollars et aux dividendes à verser de 13,7 millions de dollars s'échelonne sur moins de un an.

Le 18 mai 2016, la Société a décidé de supprimer volontairement la facilité de crédit renouvelable de 75 millions de dollars (la « facilité renouvelable »), de telle sorte que l'engagement consortial total à l'égard de la facilité est de néant. La Société a conservé la facilité de crédit d'exploitation non garantie à échéance prorogeable de 25 millions de dollars (la « facilité de crédit »). La facilité de crédit arrive à échéance le 29 mai 2018.

La facilité de crédit comprend des options d'emprunt d'avances au taux préférentiel canadien, d'avances au taux de base américain, d'emprunts au TIOL, d'acceptations bancaires et de lettres de crédit, et porte intérêt selon une grille variable en fonction de certains ratios financiers, par rapport au taux applicable en vigueur pour le type d'emprunt. La facilité de crédit n'est pas garantie. La facilité de crédit a une durée de deux ans et, sous réserve de certaines exigences, peut être prorogée chaque année. Au 30 septembre 2016, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité de crédit.

16. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS HORS TRÉSORERIE DU FONDS DE ROULEMENT

	Trimestre clos les 30 septembre		Période de neuf mois close les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Entrée (sortie) de trésorerie :				
Débiteurs et produits à recevoir	1,6 \$	16,5 \$	(8,9) \$	35,7 \$
Actifs payés d'avance	0,7	0,2	(0,1)	(0,4)
Impôt à recevoir	12,8	–	19,1	–
Créditeurs et charges à payer	(0,9)	1,1	(3,0)	(10,1)
Impôt exigible	–	2,1	–	(18,2)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	14,2 \$	19,9 \$	7,1 \$	7,0 \$
Liée aux activités d'exploitation	14,2	19,9	8,0	7,0
Liée aux activités d'investissement	–	–	(0,6)	–
Liée aux activités de financement	–	–	(0,3)	–
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	14,2 \$	19,9 \$	7,1 \$	7,0 \$

INFORMATION COMPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

	Trimestre clos les 30 septembre		Période de neuf mois close les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Intérêts versés	– \$	0,1 \$	0,1 \$	0,3 \$
Intérêts reçus	0,6	0,6	1,8	1,1
Impôt payé	–	(3,0)	–	33,9
Impôt reçu	12,8	–	19,1	–

17. ENGAGEMENTS

Le tableau suivant présente les engagements de la Société au 30 septembre 2016 :

(en millions de dollars) (non actualisé)	Paiements futurs attendus					
	2016	2017	2018	2019	2020	Par la suite
Contrats de location de bureaux	0,3 \$	1,4 \$	1,4 \$	1,4 \$	1,4 \$	4,7 \$
						10,6 \$

La Société a conclu trois conventions d'acquisition de redevances avec des tiers non liés. Ces conventions arrivent à échéance le 31 décembre 2016, le 1^{er} août 2017 et le 31 juillet 2018 et donnent lieu à des engagements résiduels, assujettis à nombreuses conditions, de 0,8 million de dollars, de 2,7 millions de dollars et de 5,0 millions de dollars, respectivement.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

CONSEIL D'ADMINISTRATION

James M. Estey^{1), 2), 3), 4)}
Andrew M. Phillips
Sheldon B. Steeves^{2), 3), 4)}
Margaret A. McKenzie^{3), 4)}
Grant Zawalsky^{2), 4)}

- 1) Président du conseil d'administration.
- 2) Membre du comité de gouvernance et de rémunération. Monsieur Estey est le président du comité de gouvernance et de rémunération.
- 3) Membre du comité d'audit. Madame McKenzie est la présidente du comité d'audit.
- 4) Membre du comité des réserves. Monsieur Steeves est le président du comité des réserves. Monsieur Estey est membre d'office sans droit de vote du comité des réserves.

DIRIGEANTS

Andrew M. Phillips, président et chef de la direction
Cameron M. Proctor, chef de l'exploitation
Pamela Kazeil, vice-présidente, Finances et chef des finances
Michelle L. Radomski, vice-présidente, Terrains

AUDITEURS

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

BANQUES

Banque Toronto-Dominion
Banque Canadienne Impériale de Commerce

SYMBOLE À LA BOURSE DE TORONTO

PSK

ÉVALUATEURS DE RÉSERVES INDÉPENDANTS

GLJ Petroleum Consultants Ltd.
Sproule Associates Limited

AGENT DES TRANSFERTS

TMX Equity Transfer Services

ABRÉVIATIONS

b – barils
b/j – barils par jour
bep – barils d'équivalent-pétrole ($6 \text{ kpi}^3 = 1 \text{ b}$)
bep/j – barils d'équivalent-pétrole par jour
 kpi^3 – millier de pieds cubes
 kpi^3/j – millier de pieds cubes par jour
 Mpi^3 – millions de pieds cubes
 Mpi^3/j – millions de pieds cubes par jour
LGN – liquides de gaz naturel
WTI – West Texas Intermediate

SIÈGE SOCIAL

Suite 1700–350 7 Avenue S.W.
Calgary, AB
T2P 3N9

COORDONNÉES

Téléphone : 587-293-4000
Télécopieur : 587-293-4001
Investor.relations@prairiesky.com